Statuts du SNUipp-FSU 26 Section de la Drôme

CONSTITUTION – BUT – SIEGE

Article 1 :

La section départementale du SNUipp-FSU 26 est constituée entre les Institutrices, Instituteurs, Professeurs des Écoles et Professeurs d'Enseignement Général de Collège publics, qu'ils soient titulaires, stagiaires, étudiants allocataires, auxiliaires ou retraités, ainsi que tous les personnels ressortissant à l'enseignement obligatoire et aux enseignements pré, péri et postcolaires adhérents aux statuts nationaux du SNUipp- FSU. Elle prend le nom de :

Section départementale de la Drôme du SNUipp-FSU 26 (Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'école et PEGC)

Article 2 :

La section départementale de la Drôme du SNUipp-FSU se dote de structures de base, appelées secteurs, au plus près des syndiqués chargées d'organiser la vie syndicale.

Article 3 :

Elle syndique sans considération de sensibilité philosophique, publique, politique ou religieuse et garantit à tous ses adhérents le droit de s'exprimer individuellement ou collectivement, de se regrouper en tendance pour présenter une orientation aux syndiqués.

Article 4 :

La section départementale de la Drôme a pour but, en toute indépendance :

- a) De défendre et promouvoir les intérêts moraux et matériels des corps qu'elle regroupe, au titre individuel comme au titre collectif, devant l'opinion, l'administration, les pouvoirs publics, les tribunaux et se réserve la capacité d'ester en justice pour la défense de chacun des buts qu'elle se donne ;
- b) De collaborer au sein de la Fédération Syndicale Unitaire avec l'ensemble des syndicats de l'enseignement, de l'éducation, de la recherche et de la culture ;
- c) De défendre, sur le plan matériel et sur le plan moral, les institutions publiques, laïques d'instruction et d'éducation, dans le but de permettre à tous l'accès à une formation, de travailler à leur développement ;
- d) De poursuivre leur perfectionnement professionnel, ainsi que l'amélioration des méthodes et programmes d'éducation et d'enseignement ;
- e) De resserrer les liens de bonne confraternité entre ses membres et d'assurer leur formation syndicale ;
- f) De rechercher l'unité et la collaboration avec les organisations du monde du travail, d'être solidaire de leurs luttes et d'œuvrer à l'unification du mouvement syndical.
- g) De lutter contre toutes les discriminations ;
- h) D'œuvrer à la défense des droits de l'Homme et à la construction d'un mode de solidarité et de paix en contribuant à la transformation de la société.

Article 5 :

Le siège social est dans le local proposé par le bureau :

Maison des syndicats 17 rue Georges Bizet 26000 VALENCE

ADMISSIONS – RADIATIONS - EXCLUSIONS - CONFLITS

Article 6 :

Le syndicat est ouvert à toutes personnes indiquées dans l'article 1. L'adhésion au syndicat se fait par le paiement d'une cotisation annuelle du 1^{er} septembre au 31 août, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Syndical, sur proposition du trésorier. Le paiement peut s'effectuer en une seule fois par chèque, en ligne ou fractionné par plusieurs chèques ou par prélèvement automatique.

La section départementale du SNUipp-FSU étant adhérente à la Section Départementale de la FSU, tout adhérent du SNUipp est adhérent à la FSU.

Pour faire parti des instances, il faut être syndiqué.

Article 7 :

Le défaut de paiement de la cotisation entraîne la radiation.

Toute radiation des listes de syndiqués doit être adressée par écrit au secrétaire départemental ou au Co-secrétariat Départemental du syndicat.

Article 8 :

L'exclusion est prononcée par le Conseil Syndical pour faits graves, après avis motivé de la commission des conflits. La commission sera saisie par le Secrétariat Départemental.

Article 9 :

Toute demande de réintégration doit être soumise au Bureau qui la propose au Conseil Syndical pour décision.

La commission des conflits

Article 10 : Nomination

La commission départementale des conflits est désignée par le Conseil Syndical suite au Congrès Départemental ; elle est composée de 7 membres titulaires et de 3 suppléants choisis en son sein par le Conseil Syndical. Les membres du Bureau seront éligibles au 2/3 des membres.

Article 11 : Objet de la commission des conflits

La commission des conflits peut proposer des sanctions ou donner un avis (article 8) à l'encontre d'adhérents de la section. Elle est saisie par le Secrétariat Départemental. En cas d'appel, le Conseil Syndical sera saisi et devra trancher.

Article 12 :

La commission des conflits peut régler tout litige surgissant au sein de la section départementale. Elle peut être saisie dans ce cas par écrit et par n'importe quel adhérent.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Le Conseil Syndical

Article 13 :

Un Conseil Syndical de 15 à 50 membres représentant les diverses sensibilités qui s'expriment dans la section est élu sous la responsabilité du Congrès Départemental au moins tous les trois ans, sur la base d'un débat d'orientation.

De nouvelles candidatures et le remplacement des démissionnaires pourront intervenir au cours de la mandature, elles seront proposées aux membres du CS qui statuera au 2/3 des membres présents.

Il administre la section ; il a, seul, pouvoir de décision et assume la direction politique de la section :

- Il vote le budget et les dépenses exceptionnelles
- Il élit le Bureau Départemental, qu'il mandate pour l'exécution de ses décisions ;
- Il désigne et mandate les délégués du syndicat à toutes les réunions syndicales nationales ;
- Il convoque le Congrès Départemental.

Le Conseil Syndical comprend les représentants des structures qui font la vie de la section départementale.

Article 14 :

Le Conseil Syndical se réunit au moins une fois tous les deux mois sur convocation du Secrétaire Départemental ou du Co-secrétariat Départemental ou sur demande du tiers de ses membres. Les conseillers syndicaux sont tenus d'assister aux réunions du Conseil Syndical aussi fréquemment que possible.

Tout syndiqué peut assister aux réunions du Conseil Syndical, y prendre la parole, émettre un vote consultatif. Pour cela, il doit être mandaté par son secteur ou en avoir fait la demande préalablement au x secrétaires départementaux.

Les débats sont ordonnés par un président de séance, les procès-verbaux sont rédigés par un secrétaire de séance sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Le Conseil Syndical peut, sur un point particulier de l'ordre du jour concernant la défense individuelle d'un collègue, décider du caractère non public de ses débats.

Le quorum est fixé à la moitié des membres, +1.

Article 15 :

La section départementale de la Drôme du SNUipp-FSU a pour mode de fonctionnement ordinaire le pluralisme dans l'instance de décision et d'exécution qu'est le Conseil Syndical, et la recherche de positions de synthèse commune à l'ensemble des adhérents.

Au cas où aucune synthèse ne peut être réalisée, concernant des décisions essentielles à la vie du syndicat, les décisions sont prises à la majorité des membres du Conseil Syndical présents.

Article 16 :

L'élection du Conseil Syndical se fait selon la règle de la proportionnelle au plus fort reste, sans que l'application de cette règle puisse conduire à inverser les résultats d'un vote.

Le vote s'effectue à main levée ou à bulletin secret sur demande d'au moins 20% des conseillers syndicaux présents.

La date de cette élection est fixée par le Conseil Syndical mais il ne peut y avoir plus de trois rentrées scolaires entre deux élections consécutives.

Sont éligibles au Conseil Syndical, les syndiqués à jour de leur cotisation au moment du dépôt de leur candidature.

Tous les syndiqués, individuellement ou regroupés, adressent au siège leur candidature ou la remettent au Secrétaire Départemental ou au Co-secrétariat Départemental le jour de l'ouverture du

Congrès Départemental. Les candidatures peuvent être accompagnées d'une profession de foi individuelle ou collective signée.

La liste des candidats, candidatures individuelles ou regroupées, est enregistrée dans l'ordre du dépôt des candidatures.

- La liste des candidatures individuelles et regroupées dans l'ordre de réception des candidatures,
- Les éventuelles professions de foi, suivies chacune de la liste de ses signataires et sur une surface égale,

sont mises à disposition des participants au Congrès.

Le dépouillement se fait éventuellement au siège du syndicat, en présence des candidats, sous la responsabilité du Conseil Syndical sortant formé en commission de dépouillement.

Si plus de 10% du Congrès le demande, le vote mettant en présence une ou plusieurs listes est organisé selon les modalités préalablement définies.

La composition du nouveau Conseil Syndical élu sera portée à la connaissance de tous les syndiqués.

Le Bureau Départemental

Article 17 :

Le Conseil Syndical désigne en son sein, en respectant les règles du pluralisme et de la représentativité de toutes les sensibilités présentes, un Bureau comprenant : un secrétaire départemental ou des co-secrétaires départementaux, un trésorier ou des co-trésoriers, un directeur de publication du bulletin départemental, les membres élus à la CAPD et membres du CT , les déchargés membres volontaires du CS, sauf demande contraire.

Il est obligatoirement renouvelé après chaque élection du Conseil Syndical. Il peut être renouvelé en cours de mandat, notamment en fonction des personnes déchargées. Les membres sortants sont rééligibles. Le Bureau Départemental se réunit aussi souvent que nécessaire, au minimum une fois par mois.

Il planifie le travail administratif, la publication du bulletin, coordonne l'action militante des syndiqués. Il organise les démarches auprès de l'administration, des pouvoirs publics.

Il prépare avec les commissaires paritaires les différentes commissions.

Le Secrétariat Départemental

Article 18 :

Le secrétaire départemental ou le Co-secrétariat Départemental est élu par le Conseil Syndical sur proposition du Bureau Départemental. Il prépare et convoque les réunions du Bureau et du Conseil Syndical. Il est responsable devant les syndiqués de l'application des statuts. Il conduit les délégations. En cas d'empêchement, il donne pouvoir à un responsable de représenter le syndicat. Il présente le rapport moral et le rapport d'activités du syndicat au Congrès Départemental.

Il rend compte de ses actes régulièrement au Bureau Départemental et de l'activité du Bureau au Conseil Syndical.

En cas d'absence, d'indisponibilité, le Bureau Départemental assure la continuité de la gestion administrative de la section.

En cas de démission, le Conseil Syndical procède à une nouvelle élection à partir des propositions du bureau selon les modalités préalablement définies.

Trésorerie départementale

Article 19 :

L'année financière court du 1^{er} septembre au 31 août.

Article 20 :

Une cotisation annuelle fixée par le Congrès Départemental ou le Conseil Syndical est exigible dès la rentrée scolaire et payable avant les vacances d'hiver. Elle est due en entier quelle que soit la date d'admission. Elle n'est pas remboursable en cas de démission ou de radiation.

Article 21 :

Les cotisations donnent droit pour l'année aux publications syndicales éditées par la FSU, le SNUipp-FSU et la FGR pour les retraités.

Article 22 :

Le trésorier ou le co-trésorier est chargé de l'encaissement des cotisations, du paiement des traites, factures, quittances... Il présente tous les ans un compte-rendu financier qui, après vérification des commissaires aux comptes, est soumis à l'aval du Conseil Syndical et il doit être publié et connu par tous les syndiqués.

Il présente au Congrès Départemental le rapport financier.

Il présente la situation de la trésorerie à chaque réunion du Conseil Syndical.

Il verse au trésorier national du SNUipp-FSU la part de la cotisation représentant la cotisation unique comprenant l'adhésion au Syndicat National, à la Fédération Syndicale Unitaire et à la SFR pour les retraités.

Article 23 :

Les frais de déplacements des membres du Conseil Syndical, du Bureau Départemental, des responsables des structures de base peuvent être à la charge du syndicat. Le taux d'indemnisation est déterminé par le Conseil Syndical sur proposition du Bureau.

Les réunions de secteur

Article 24 :

La section départementale est découpée en un certain nombre de sous-sections géographiques, appelées « secteur » en lien avec les circonscriptions. Au début de chaque année scolaire, une assemblée générale de l'ensemble des syndiqués du secteur élit son bureau : secrétaire, trésorier (non obligatoire).

Le secrétaire de secteur fait le lien avec le Secrétariat Départemental, concernant toutes décisions locales. A ce titre, il est membre de droit du Conseil Syndical départemental.

Article 25 :

Le Bureau de secteur se réunit à l'initiative du secrétaire cantonal ou à la demande du Conseil Syndical. Ce Bureau convoque une réunion de secteur au moins 3 fois par an. Les assemblées de secteur discutent et votent les questions mises à l'ordre du jour, soit par le Conseil syndical, soit par le Bureau de secteur. Ces discussions peuvent conduire à un vote qui servira à éclairer les décisions du Conseil Syndical.

Article 26 :

Le secteur peut désigner un ou plusieurs syndiqués pour le représenter au Conseil syndical Départemental.

Article 27 :

Il n'est pas obligatoire que chaque secteur ait une trésorerie. Par contre, s'il fait le choix de fonctionner avec une trésorerie, le trésorier devra, deux fois par an, faire un bilan avec la trésorerie départementale afin qu'elle reverse une part au secteur en fonction de son nombre de syndiqués. La part reversée sera proposée par le CS chaque année.

Les commissions

Article 28 :

Le Conseil Syndical favorise la mise en place de commissions de spécialités, ouvertes à tous les syndiqués pour permettre la réflexion collective, des propositions, aider à la mobilisation dans les champs propres à chaque spécialité.

Chaque commission désigne ses responsables. Des AG de spécialités peuvent être réunies en fonction des besoins. Leurs propositions sont transmises au Conseil Syndical qui a seul le pouvoir de décision. Chaque commission établit un rapport de ses activités et peut publier des articles dans le bulletin syndical.

Les élus aux commissions paritaires

Article 29 :

Les candidats aux organismes paritaires sont désignés par le Conseil Syndical, en respectant les règles du pluralisme et la représentativité de toutes les sensibilités présentes au CS.

Article 30 :

Le Conseil Syndical désigne les membres qui siègent dans les organismes qui ne font pas l'objet d'une élection professionnelle, en respectant les règles du pluralisme et de la représentativité de toutes les sensibilités présentes au Conseil Syndical.

Article 31 :

Les représentants du syndicat dans les organismes administratifs, quels qu'ils soient, rendent compte au Conseil Syndical de leur activité.

Article 32 :

Le Conseil Syndical arbitre les désaccords qui peuvent survenir entre les membres de ces organismes, ou avec le Bureau.

Tout délégué élu sur une liste présentée par le syndicat ou désigné par lui à une commission paritaire s'engage à démissionner si la majorité du Conseil Syndical le lui demande.

Unicité de la section

Article 33 :

L'autorité du syndicat ne se subdivise pas au-delà de la section départementale. La section départementale représente tous les syndiqués du département. Tous les adhérents doivent trouver leur place dans le syndicat et les responsables syndicaux doivent être les représentants de tous les adhérents.

CONSULTATION DES SYNDIQUES

Article 34 :

Tous les adhérents et adhérentes du SNUipp-FSU 26 peuvent être amenés à débattre sur l'ensemble des questions relevant du syndicat, à se prononcer par un vote personnel sur les actes importants de la vie du syndicat. Cette consultation est de droit si au moins un tiers des conseillers syndicaux ou 10% des syndiqués le demande.

LE CONGRES DEPARTEMENTAL

Article 35 :

La date et le lieu du Congrès Départemental sont fixés par le Conseil Syndical. Deux Congrès consécutifs ne peuvent être séparés de plus de trois rentrées scolaires.

Article 36 :

Le Congrès se compose des conseillers syndicaux et des syndiqués à jour de leur cotisation.

Article 37 :

Le Congrès Départemental se prononce sur le rapport moral et un rapport d'activités présentés par le Secrétariat Départemental ou le Co-secrétariat Départemental ainsi que sur le rapport financier présenté par le trésorier. Il décide de l'orientation du syndicat. Il sera adopté aux 2/3 des membres présents. Tout adhérent, individuel ou regroupé avec d'autres, peut s'exprimer et contribuer à la définition des orientations et mandats. Il peut dans les mêmes conditions être candidat aux responsabilités syndicales mises en renouvellement à cette occasion.

Article 38 :

Le lieu, la date, la durée et l'ordre du jour du Congrès sont fixés par le Conseil Syndical et publiés dans le bulletin départemental envoyé à chaque syndiqué au moins 30 jours avant la tenue du Congrès Départemental.

Article 39 :

Le congrès peut inviter toute personne qui peut éclairer les débats.

PUBLICATION DEPARTEMENTALE

Article 40 :

L'information des syndiqués est assurée par :

- Un bulletin « Le Bulletin du SNUipp-FSU 26 » adressé à tous les syndiqués ainsi qu'à toutes les écoles. Quelques parutions sont adressées à toute la profession ;
- Une lettre électronique hebdomadaire envoyée à tous les syndiqués et à toutes les écoles.

L'ensemble des publications est placé sous la responsabilité du Bureau Départemental.

MODIFICATIONS DES STATUTS - DISSOLUTION

Article 41 :

Toute demande de modification aux statuts devra, pour être suivie d'effet, être présentée par le Conseil Syndical ou par 10% des syndiqués de la section, au moins deux mois avant la réunion du Congrès afin de permettre l'expression pluraliste et les débats. Pour être adoptée, une modification des statuts doit recueillir la majorité des deux tiers. A défaut de cette majorité qualifiée, toute proposition ayant réuni plus de 10% des mandats est renvoyée à une consultation individuelle des syndiqués, où la majorité qualifiée est fixée à 70%. L'ensemble des syndiqués sera informé des changements apportés.

Article 42 :

La dissolution ou la transformation de la section départementale ne pourra être prononcée que par un Congrès extraordinaire, à majorité des deux tiers. Ce congrès statuera sur l'emploi de l'ensemble des biens de la section.